

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE,  
DE LA RURALITÉ ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE  
CONVENTIONS COLLECTIVES

**Convention collective**

**IDCC : 9561. – EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(Morbihan)  
(21 mai 1980)**

(Etendue par arrêté du 25 juillet 1980,  
*Journal officiel* du 26 août 1980)

---

**AVENANT N° 66 DU 25 JUIN 2010**

NOR : *AGRS1097247M*

IDCC : 9561

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du  
Morbihan,

D'une part, et

La FGA CFDT du Morbihan ;

Le SCOPA CFTC du Morbihan ;

La CGT-FO du Morbihan ;

La FNAF CGT du Morbihan,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les articles suivants de la convention collective sont modifiés ainsi qu'il  
suit.

« Article 8  
*Période d'essai*

Sauf accord exprès et écrit entre les parties, tout engagement est conclu à l'essai.

La durée de la période d'essai des contrats à durée indéterminée est fixée à :

- 2 mois pour les ouvriers ;
- 4 mois pour le personnel d'encadrement.

Lorsqu'il est mis fin par l'employeur au contrat en cours ou au terme de la période d'essai, le salarié est prévenu dans un délai qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

La période d'essai ne peut être prolongée du fait de la durée du délai de prévenance.

Lorsqu'il est mis fin à la période d'essai par le salarié, celui-ci respecte un délai de prévenance de 48 heures. Ce délai est ramené à 24 heures, si la durée de présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours.

Article 11  
*Garantie de salaire en cas de maladie ou d'accident*

(Abrogé.)

Voir l'accord régional du 8 juillet 2009, étendu par arrêté du 4 novembre 2009, *Journal officiel* du 11 novembre 2010, précisé en annexe IV pour information.

Article 28  
*Indemnité de licenciement*

Le salarié qui est licencié alors qu'il compte 1 an d'ancienneté ininterrompue au sein de l'entreprise a droit, sauf faute grave ou faute lourde, à une indemnité de licenciement calculée ainsi :

L'indemnité de licenciement ne peut être inférieure à 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté, auquel s'ajoutent 2/15 de mois par année au-delà de 10 ans d'ancienneté. (art. R. 1234-2 du code du travail).

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'application de l'article L. 1226-14 du code du travail concernant les indemnités dues aux salariés licenciés pour inaptitude physique suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle. »

## **Article 2**

Les parties demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale du Morbihan de la DIRECCTE.

Fait à Vannes, le 25 juin 2010.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE IV

---

### **Pour information**

Accord régional du 8 juillet 2009 sur une prévoyance complémentaire en agriculture pour les salariés non cadres en région Bretagne (étendu par arrêté du 4 novembre 2009, *Journal officiel* du 11 novembre 2009).